



OBSERVATOIRE DES TRANSITIONS AFRICAINES

EXAMEN DES TRANSITIONS POLITIQUES, DE
LA RECONSTRUCTION APRÈS CONFLIT ET DE
LA CONSOLIDATION DÉMOCRATIQUE À TRAVERS
LE CONTINENT

Le discours démocratique en Afrique
contemporaine

DR BOBUIN JR VALERY



CSV
Centre for the Study of
Violence and Reconciliation
Working towards peaceful, equal and
violence-free societies since 1989

CONTENTS

Points saillants	1
Résumé analytique	2
Introduction	3
Méthodologie	3
Principaux développements dans les transitions politiques	5
1. Afrique centrale	5
L'élection présidentielle post-putsch au Gabon	5
L'escalade du conflit dans les régions orientales de la République démocratique du Congo	6
Les groupes armés non étatiques de la République centrafricaine et la menace de l'insécurité régionale	7
2. Afrique de l'Ouest	8
Le retrait formel de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO	8
La guerre de l'information et ses perspectives pour les transitions actuelles (et futures)	9
Calendrier de transition retardé de la Guinée	10
Le gouvernement de transition du Mali prend des mesures pour suspendre les activités politiques	11
Le dialogue national du Niger	12
Les mécanismes de justice transitionnelle de la Gambie en attente	13
La paix fragile du Libéria	14
3. Afrique de l'Est	16
L'aggravation de la crise humanitaire au Soudan	16
Les tensions politiques croissantes au Soudan du Sud	17
Les opérations prolongées de soutien de la paix de l'UA en Somalie	18
4. Afrique australe	20
Les signes précurseurs de troubles politiques à Madagascar	20
Les violences post-électorales au Mozambique	21
5. Afrique du Nord	22
La crise politique prolongée de la Libye	22
6. Union africaine : transition de leadership	24
Liste de références	26
Remerciements	29

POINTS SAILLANTS



Médias sociaux et discours politique : examiner le rôle évolutif des plateformes numériques dans l'élaboration de perspectives sur la gouvernance à travers le continent.



Processus électoral au Gabon : analyse de la première transition électorale achevée au Gabon après les récents coups d'État militaires et ses implications pour les normes démocratiques.



Évolution de l'intégration régionale : discussion sur l'Alliance des États du Sahel (AES), le retrait de l'AES de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les modèles de coopération régionale qui se dessinent.



Situation humanitaire au Soudan : évaluation de la crise actuelle et des mécanismes de réponse internationaux alors que le conflit soudanais approche de sa troisième année.



Diplomatie des Grands Lacs : évaluation de l'accord de juin 2025 entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, sous la médiation des États-Unis.



Leadership continental : mettre en lumière les nouvelles priorités de la Commission de l'Union africaine et ses approches pour relever les défis de la transition dans les États membres.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Depuis le début de 2025, le discours politique africain est de plus en plus centré sur le militarisme, en particulier parmi les jeunes et sur diverses plateformes de médias sociaux. Le point de référence de la conversation a été le capitaine Ibrahim Traoré, président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, la coalition militaire qui dirige le Burkina Faso depuis 2022. Sa popularité a considérablement augmenté, aidée par une vague de comptes populaires sur les réseaux sociaux rapportant de nombreux « projets de développement massifs » et une « transformation socio-économique rapide » sous sa direction, parmi d'autres rapports indiquant que le pays avait atteint l'autosuffisance et rejetait toute aide étrangère. Cependant, ces informations se sont pour la plupart révélées fausses, et on ignore quel est le motif de cette récente recrudescence ni d'où proviennent ces informations.

Néanmoins, qu'il s'agisse de désinformation ou d'informations erronées, elles soulignent l'impact des réseaux sociaux sur l'évolution de la perception du public à l'égard des gouvernements militaires, de nombreux jeunes Africains espérant la poursuite de la transition politique lancée en 2022 et la propagation du militarisme. Ces sentiments reflètent le déclin progressif de la démocratie en tant que modèle privilégié de gouvernance. Dans le même ordre d'idées, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont officiellement retirés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en officialisant leur confédération, l'Alliance des États du Sahel (AES).¹

Des événements importants ont récemment eu lieu au Gabon, qui a mis fin à sa transition politique après les récents coups d'État militaires en organisant des élections présidentielles le 12 avril 2025, inaugurant ainsi un nouveau gouvernement civil. Le chef de la transition, le général Brice Oligui Nguema, a remporté une victoire écrasante avec une majorité absolue des voix. Les élections ont eu lieu à un moment où certains états sous gouvernements de transition comme le Burkina Faso, la Guinée et le Mali continuent de reporter les élections.

Pendant ce temps, la guerre civile au Soudan fait rage dans un contexte de crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver, avec près de 13 millions de personnes déplacées et 24,6 millions de personnes (soit près de la moitié de la population du pays) qui manquent de nourriture. Il s'agit de la plus grande crise humanitaire au monde. Au Soudan du Sud voisin, les tensions sont montées à la suite de l'arrestation du vice-président Riek Machar, ordonnée par le président Salva Kiir Mayardit. Selon la réponse officielle, l'arrestation avait été faite pour bloquer les attaques contre les infrastructures gouvernementales et pour sauvegarder l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (R-ARCSS).

1 L'Alliance des États du Sahel (AES) est une confédération créée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger en septembre 2023 par le biais de la Charte Liptako-Gourma, qui vise la défense collective et la coopération économique.

INTRODUCTION

L'Afrique est confrontée à une pléthore de défis, notamment l'extrémisme violent et les conflits meurtriers, les changements anticonstitutionnels de gouvernement et le recul démocratique, les violations des droits de l'homme liées aux entreprises, le changement climatique et l'héritage des atrocités de masse. Ces défis ont contribué à orchestrer des régimes autocratiques ou bloqué les transitions démocratiques en cours sur le continent, y compris les processus de justice transitionnelle.

Le Centre pour l'étude de la violence et de la réconciliation (CSV) présente ce bulletin pour mettre en lumière les événements et les défis continentaux émergents. Ce document aborde divers domaines thématiques des programmes de l'Union africaine (UA), tels que la justice transitionnelle, la reconstruction, le relèvement et le développement après un conflit, les changements anticonstitutionnels de gouvernement et les concepts plus larges de démocratie et de gouvernance.

MÉTHODOLOGIE

Les pays analysés dans cette édition ont été identifiés par le Centre de l'UA pour la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC) comme pays prioritaires pour 2025. Ils ont été identifiés au cours d'une réunion du RDPC comme pays nécessitant une attention ciblée à travers les différentes phases de transition et de reconstruction post-conflit.

La liste comprend les états classés en fonction de leur phase actuelle : (a) phase de transition politique pour les pays qui connaissent une transition à la suite de changements de gouvernement anticonstitutionnels ; (b) phase d'après conflit pour les états qui mettent en œuvre des mécanismes de reconstruction et de réconciliation à la suite d'un conflit ; (c) phase de conflit pour les pays qui montrent des signes avant-coureurs d'interventions nécessaires de consolidation de la paix ; et (d) phases multiples pour les états qui connaissent simultanément un conflit, une transition politique et une dynamique d'après conflit.

RÉGION	PAYS	PHASE
Afrique centrale	La République centrafricaine	Phase post-conflit
	Le Gabon	Phase de transition politique
Afrique de l'Ouest	Le Burkina Faso	Phase de transition politique
	La Guinée	Phase de transition politique
	Le Niger	Phase de transition politique
	Le Mali	Phase de transition politique
	Le Libéria	Phase post-conflit
	La Gambie	Phase post-conflit
Afrique de l'Est	La Somalie	Phase post-conflit
	Le Soudan du Sud	Phase post-conflit
	Le Soudan	Phases de conflit et de transition politique
Afrique australe	Le Mozambique	Phase post-conflit
	Madagascar	Phase de conflit
Afrique du Nord	La Libye	Phases de conflit, de transition politique et post-conflit

L'analyse est structurée selon les cinq groupements régionaux de l'Afrique et elle intègre les perspectives d'organisations communautaires, de partenaires de la société civile et de sources d'information. Chaque évaluation de pays examine les développements récents en 2025, les progrès accomplis par le pays dans les processus de transition et les défis auxquels il fait face dans ses efforts de consolidation de la démocratie et de la paix. L'accent mis sur les pays prioritaires du RDPC signifie que les autres États africains qui connaissent des difficultés de transition mais qui ne sont pas désignés comme prioritaires ne sont pas couverts dans cette édition. La portée de l'analyse peut être limitée par l'accès limité à certaines zones touchées par le conflit. Dans les éditions ultérieures, et selon les circonstances, des efforts seront faits pour augmenter le nombre de pays analysés.

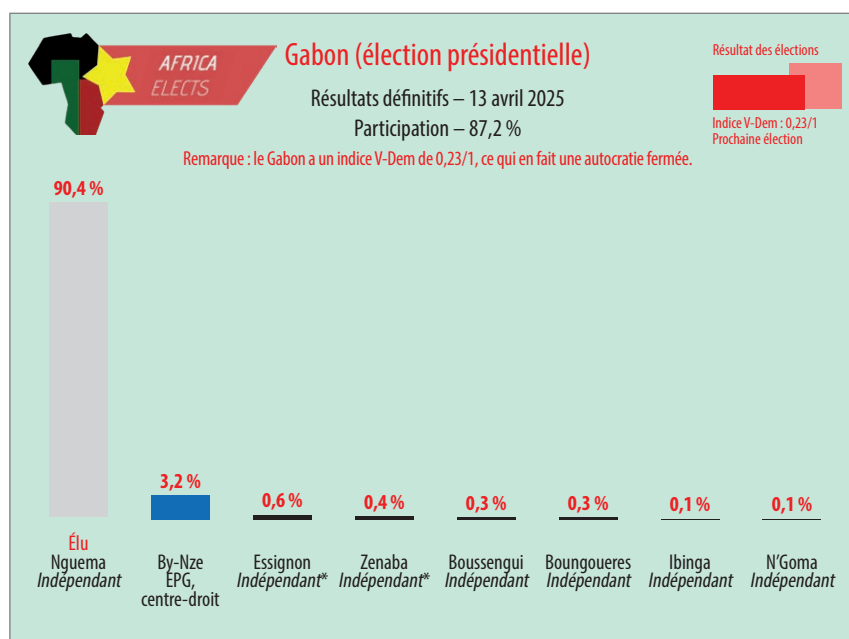
PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LES TRANSITIONS POLITIQUES

1. AFRIQUE CENTRALE

L'élection présidentielle post-putsch au Gabon

Le 12 avril 2025, le Gabon a enregistré sa première élection présidentielle depuis le coup d'État qui a évincé l'ancien Président Ali Bongo en août 2023. Le coup d'État a été orchestré par le général Brice Oligui Nguema, qui a dirigé le gouvernement intérimaire suivant et qui est récemment devenu président après s'être présenté comme candidat indépendant et avoir remporté plus de 90 % des voix. Parmi les pays qui ont été témoins de la vague de coups d'État qui a balayé l'Afrique depuis 2020, le Gabon est le premier à revenir à un régime constitutionnel. Le fait que le gouvernement de transition ait accepté et respecté un calendrier de transition est hautement louable.

Image 1 : Résultats de l'élection présidentielle gabonaise



Source : Africa Elects

Il reste à voir quel sera l'effet de cette élection sur les autres pays africains sous régime militaire comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Dans l'état actuel des choses, le chef du coup d'État guinéen, le colonel Mamady Doumbouya, a déjà emboîté le pas et s'est présenté à l'élection présidentielle de décembre 2025. Cela est particulièrement pertinent puisque l'article 25(4) de la Charte

africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance prescrit l'inéligibilité des personnes qui ont orchestré des changements anticonstitutionnels de gouvernement à participer aux élections, afin de rétablir l'ordre démocratique. Le coup d'État de Nguema a été reconnu comme tel par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, qui a suspendu le Gabon des activités de l'Union. Par conséquent, il est primordial que l'UA aborde le non-respect de l'article 25(4), car l'accession de Nguema à la présidence et la candidature de Doumbouya à la présidence transmettent un message aux autres pays actuellement sous gouvernance militaire transitoire et au reste des militaires du continent.

L'escalade du conflit dans les régions orientales de la République démocratique du Congo

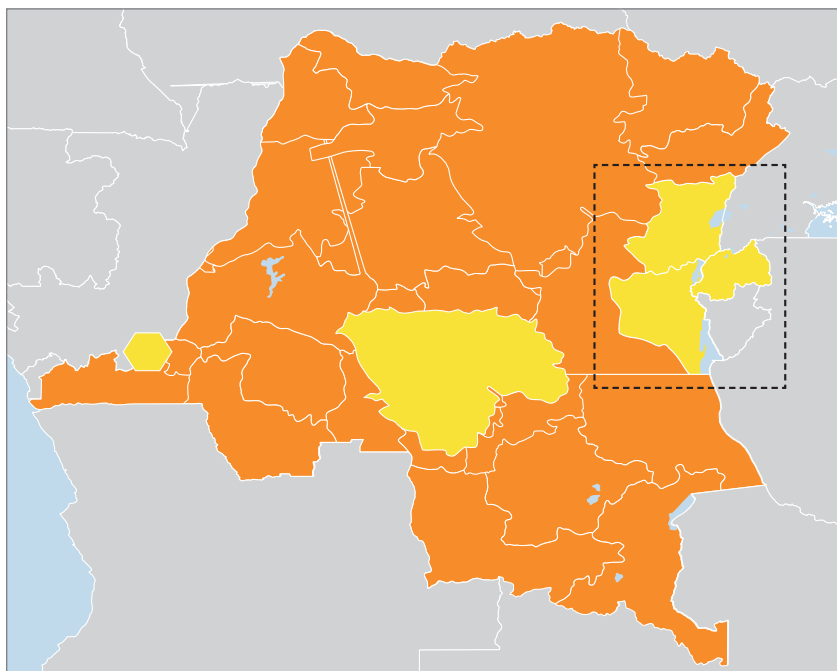
Le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) s'est accéléré de façon spectaculaire le 27 janvier 2025, lorsque les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont capturé Goma, une ville stratégique de plus d'un million d'habitants proche de la frontière rwandaise. Cette prise de pouvoir représente un développement significatif dans un conflit vieux de plusieurs décennies qui a entraîné la perte de centaines de milliers de vies et le déplacement de plus d'un million de personnes. Le M23, un groupe d'insurgés dirigé par des Tutsis, nommé d'après un accord de paix de 2009, prétend défendre les intérêts du groupe ethnique Tutsi en RDC contre les milices Hutu formées par les auteurs du génocide rwandais de 1994.

Ce conflit a montré les premiers signes d'une escalade régionale, le Président sud-africain accusant publiquement les dirigeants rwandais d'alimenter la violence, après la mort de 13 Casques bleus sud-africains servant dans la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en République démocratique du Congo (SAMIDRC). En réponse, le Président rwandais a remis en question la présence de troupes de la SADC, soulevant des inquiétudes quant à la confrontation directe entre les pays.

Les Nations Unies (ONU), les États-Unis (USA) et bien d'autres ont accusé le Rwanda de soutenir le M23, une accusation que le Rwanda rejette avec véhémence. Néanmoins, la RDC et le Rwanda ont appelé à un cessez-le-feu en mars 2025, bien que les rapports abondent sur la poursuite des hostilités dans la province du Sud-Kivu. Il ne faisait aucun doute que ce cessez-le-feu était un accord fragile.

Le gouvernement de la RDC a affirmé qu'il était disposé à engager le dialogue avec le gouvernement rwandais et d'autres acteurs étatiques de la région afin de trouver des solutions durables au conflit. Le Rwanda, quant à lui, a insisté pour que la RDC engage le dialogue avec le groupe rebelle M23, ce à quoi la RDC était réticente au motif que ce groupe n'était pas un État partie. Cette impasse entre les deux pays a entravé la recherche d'une solution au conflit. La situation humanitaire est demeurée désastreuse : 21 millions de personnes ont besoin d'aide et 4,5 millions sont déplacées. On s'attendait à ce que ces chiffres augmentent avec la poursuite du conflit.

Image 2 : Une carte montrant la région orientale de la RDC, où le conflit s'est récemment intensifié



Source : Al Jazeera

Cependant, trois mois plus tard, en juin 2025, les États-Unis ont négocié avec succès un accord de paix global entre la RDC et le Rwanda, signé à Washington DC le 27 juin. L'accord a établi un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité et prescrit la neutralisation des milices des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), parallèlement au désengagement du Rwanda de l'est de la RDC dans un délai de trois mois, comme le prévoit le plan harmonisé. Bien qu'il s'agisse de l'accord le plus détaillé à ce jour, avec des mesures de suivi rigoureuses et des cadres d'intégration économique, l'accord de paix est confronté au scepticisme. Cela est dû à l'histoire des accords qui ont échoué, et aux différends fondamentaux qui subsistent sur le contrôle des ressources et aux tensions ethniques qui continuent d'alimenter le conflit.

Les groupes armés non étatiques de la République centrafricaine et la menace de l'insécurité régionale

La République centrafricaine est toujours en train de faire face au conflit meurtrier qui sévit dans le pays depuis 2012 entre la milice anti-balaka, majoritairement chrétienne, et la coalition rebelle de la Séléka, majoritairement musulmane. Les pourparlers de paix de 2019 semblaient marquer la fin de cette période agitée, mais l'insécurité demeure omniprésente. Le 11 février 2025, alors que des soldats de la paix de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) effectuaient une patrouille nocturne à long rayon d'action pour protéger les civils près du village de Zobassinda, ils ont été attaqués par un individu armé. Cela a entraîné la mort d'un soldat tunisien de la paix.

L'une des conditions prescrites dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019 entre le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés d'opposition consistait à dissoudre ces derniers. Cependant, six ans plus tard, seulement neuf groupes ont été dissous, dont cinq sont toujours en activité. Cela constitue une menace pour la paix et la sécurité dans le pays, car la présence continue de groupes armés non étatiques érode l'autorité du gouvernement. Ces groupes sapent également la gouvernance, car ils fonctionnent en dehors du contrôle de l'État et avec des mécanismes de responsabilisation limités.

La question du financement d'un groupe armé non étatique accroît le risque d'affrontements sur les ressources et leur exploitation illicite, ainsi que les violations des droits de l'homme, y compris la violence sexuelle et sexiste. En outre, ces groupes pourraient radicaliser les jeunes vulnérables dans leurs rangs. Le cas du pays est rendu plus précaire étant donné que trois de ses voisins – la RDC, le Soudan et le Soudan du Sud – connaissent une instabilité sociopolitique. Cela peut accroître l'insécurité dans les zones frontalières, en particulier avec la prévalence de groupes armés non étatiques.

Image 3 : Soldats de la paix de la MINUSCA en République centrafricaine



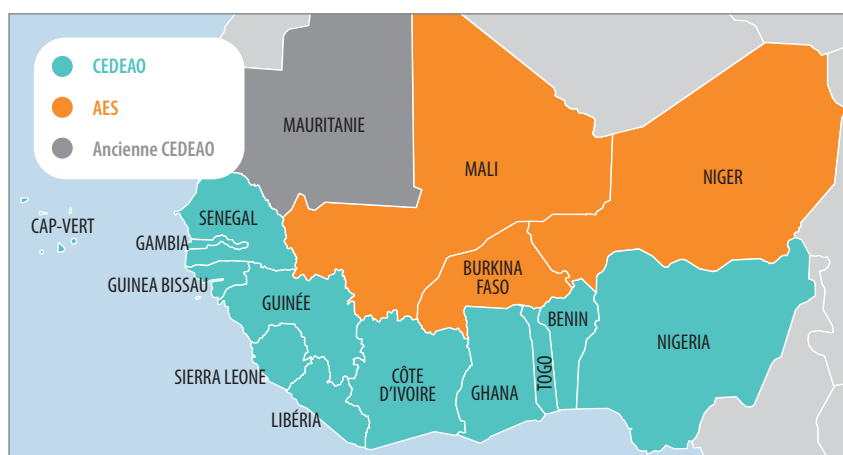
Source : MINUSCA

2. AFRIQUE DE L'OUEST

Le retrait formel de l'Alliance des États du Sahel de la CEDEAO

Le 9 janvier 2025, les États du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont officiellement retirés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) alors qu'ils officialisaient leur adhésion à l'Alliance des États du Sahel (AES), créée le 16 septembre 2023 avec la signature de la Charte Liptako-Gourma. Le nom lui-même désigne la région frontalière commune du Liptako-Gourma entre les trois pays membres. L'objectif global de l'alliance est de contrer toute menace extérieure d'intervention militaire ou de terrorisme et de favoriser l'intégration économique.

Image 4 : Une carte montrant les états de la CEDEAO et de l'AES



Source : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Malgré la fenêtre de transition de six mois (jusqu'en juillet 2025) accordée aux États de l'AES par la CEDEAO, leur permettant de retourner dans le bloc s'ils reconsidéraient leur retrait, la réintégration était très peu probable. Il s'agit là d'une perte importante pour la CEDEAO, qui a perdu plus de la moitié de sa superficie géographique totale, en plus de compliquer ses efforts de sécurité régionale visant à lutter contre le radicalisme, le terrorisme et l'extrémisme violent.

Le nouveau bloc AES a été créé en réponse à la mauvaise gestion par la CEDEAO du coup d'État au Niger en 2023, qui a donné lieu à des réponses contradictoires et à un manque de coordination, révélant un décalage entre les réponses institutionnelles et les réalités vécues sur le terrain. La création de l'AES pourrait servir de courbe d'apprentissage pour la CEDEAO, qui cherche à se remettre de ce revers et à rétablir sa réputation de précurseur de l'intégration régionale en Afrique.

La guerre de l'information et ses perspectives pour les transitions actuelles (et futures)

Aujourd'hui, les guerres ne sont pas seulement menées sur les champs de bataille avec des soldats tirant toutes sortes de balles réelles et lançant des bombes. La technologie a tellement évolué que le monde entier est connecté, en particulier par le biais de diverses plateformes de médias sociaux, tant que l'on a accès à un smartphone et à une connexion Internet. Cet espace virtuel a maintenant évolué pour devenir une composante essentielle de la guerre moderne.

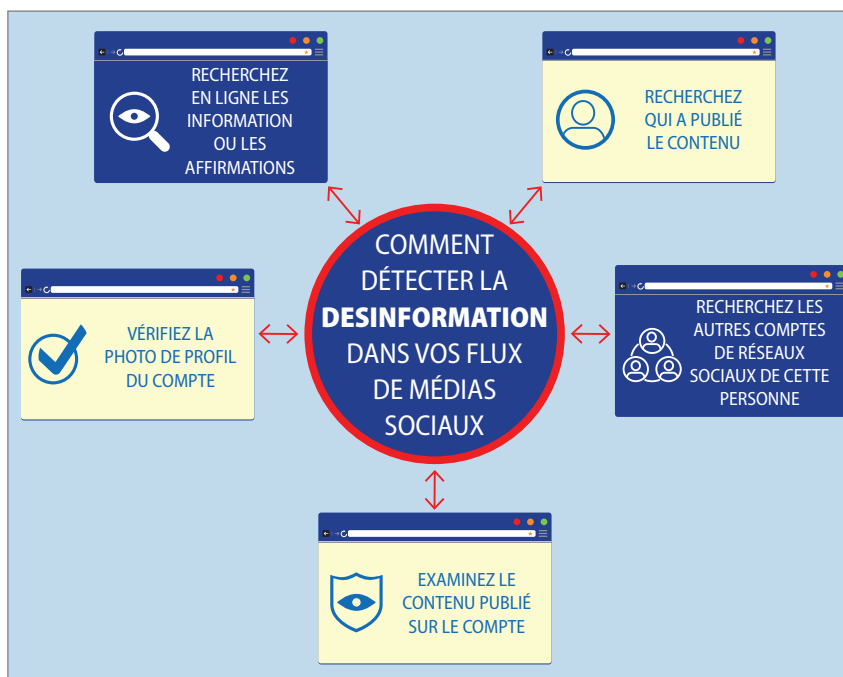
Les régimes politiques ont été modifiés, des révolutions ont éclaté et des transitions politiques ont été orchestrées grâce à l'utilisation des réseaux sociaux. L'exemple le plus récent et le plus significatif est le Printemps arabe.² Essentiellement, celui qui contrôle le récit contrôle les gens. Cependant, cette tactique n'est pas nouvelle. Ce qui est plus nouveau, l'utilisation des médias sociaux comme d'une arme, en particulier à l'ère de l'intelligence artificielle (IA).

En 2021, une recherche menée par l'*Oxford Internet Institute* a révélé que la manipulation des médias sociaux par les acteurs politiques était un problème à l'échelle industrielle et une menace croissante pour la démocratie. Elle a montré que la désinformation devient de plus en plus une stratégie commune utilisée par les états puisque plus de 93 % des pays interrogés utilisent cette tactique.

Depuis le début de l'année 2025, les réseaux sociaux ont été inondés de faits présumés et de vidéos présentant des discours du capitaine Ibrahim Traoré, le chef du gouvernement de transition du Burkina Faso.³ Bon nombre de ces publications sont des images et des discours trafiqués qui sont désormais de plus en plus partagés par des influenceurs populaires sur les réseaux sociaux, mettant en avant les progrès économiques considérables, la création d'emplois, la mise en place d'usines de production à grande échelle, l'annulation de la dette du pays et le rejet de l'aide étrangère – autant de réalisations impressionnantes accomplies en un temps record.

Néanmoins, lorsqu'on les examine de plus près, ces rapports sont largement faux.⁴ On ne sait pas encore s'il s'agit de mauvaises informations ou de désinformation plus délibérée, ni qui en sont les commanditaires. Ce qui est évident, c'est le changement notable de perception chez de nombreux jeunes africains qui commencent à légitimer le régime militaire, certains appelant même à des coups d'État dans leur propre pays pour reproduire l'expérience du Burkina Faso.

Image 5 : Les moyens de repérer la désinformation dans les publications des médias sociaux



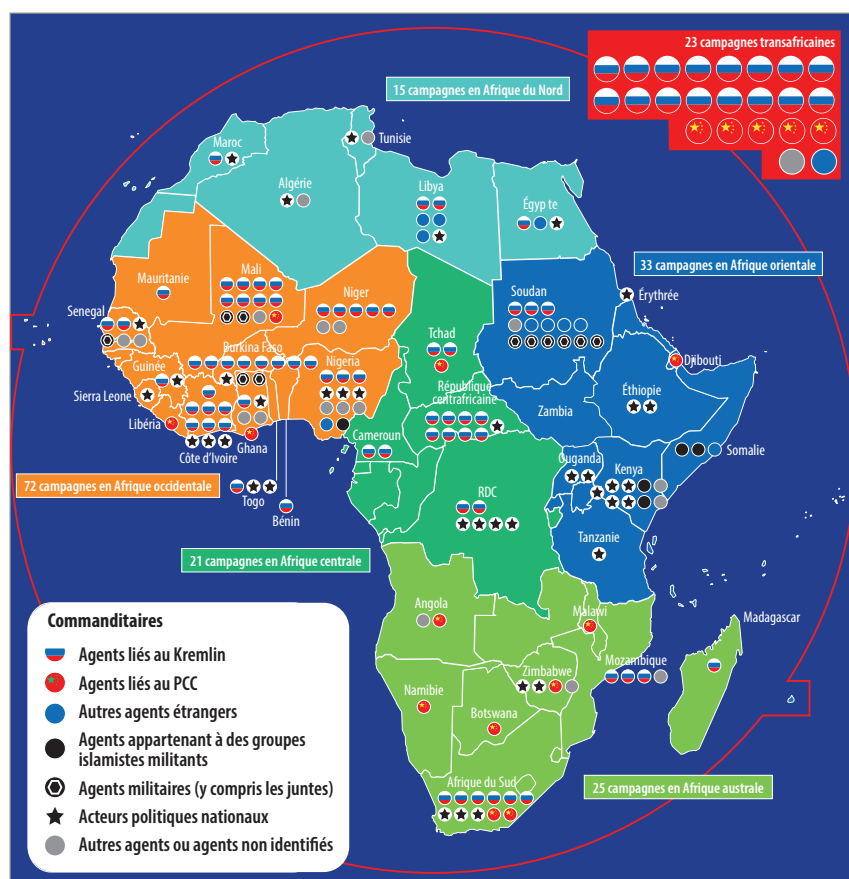
Source : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

2 Le printemps arabe fait référence à la série de soulèvements pro-démocratie qui se sont répandus dans le monde arabe à partir de 2010, démontrant le pouvoir des médias sociaux dans la mobilisation politique.

3 Des chercheurs ont documenté des vidéos hypertruquées montrant des célébrités telles que Justin Bieber et Beyoncé soutenant prétendument Traoré, ainsi que des images détournées de projets immobiliers algériens faussement attribuées à des développements au Burkina Faso.

4 Cet argument est soutenu par Raphaël Parens dans le document de recherche de juin 2025 intitulé « Burkina Faso: The world's disinformation lab is an international security disaster. » (Burkina Faso : Le laboratoire mondial de désinformation est un désastre sécuritaire international.)

Image 6 : Une carte régionale de la désinformation en Afrique



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Image 7 : Colonel Mamady Doumbouya lors du carnaval célébrant l'anniversaire de l'indépendance de la Guinée en 2021.



Source : Aboubacckhoraa

Cela remet en question le rôle de la jeunesse africaine dans la reconstruction post-coup d'État. Son rôle est-il de valider le régime militaire ou de plaider pour le retour à l'ordre démocratique ? Un jeune camerounais vivant aux États-Unis aurait déclaré : « L'Occident devrait laisser Traoré tranquille. Il est le nouveau Sankara – l'Afrique a besoin de plus de dirigeants comme lui. » Ces sentiments sont partagés par de nombreux jeunes Africains et marquent leur rejet progressif de la démocratie et leur préférence pour le militarisme comme le modèle de gouvernance le plus efficace. Sur cette base, le continent pourrait être sur le point de voir des régimes militaires plus prolongés et d'autres armées pourraient être encouragées à imiter ce modèle, entraînant davantage de changements de gouvernement anticonstitutionnels.

Calendrier de transition retardé de la Guinée

La junte militaire qui gouverne la Guinée depuis le coup d'État de 2021 dirigé par le colonel Mamady Doumbouya, une fois de plus, n'a pas respecté son accord avec la CEDEAO visant à organiser des élections présidentielles et législatives en décembre 2024. Ces élections devaient lancer la transition démocratique du pays le 1^{er} janvier 2025. Cette extension de la transition en matière de gouvernance a suscité des protestations de la société civile et des groupes d'opposition. Cela représente également un autre défi que la CEDEAO devra gérer avec délicatesse, en particulier après le retrait des États du Sahel du bloc.

Cependant, le chef de la transition, Doumbouya, a suivi les traces du général gabonais Nguema et se présentera aux élections présidentielles de décembre 2025. Cela fait suite à un récent changement dans la constitution guinéenne qui lui permet d'être candidat à la présidence. Sa décision de se présenter à l'élection présidentielle constitue un véritable test pour le CPS de l'UA étant donné que l'article 25(4) de la Charte de la démocratie rend sa candidature inéligible. Compte tenu également du fait que cette disposition a été ignorée dans le cas du Gabon, où Nguema a tout de même remporté la présidence, l'engagement de l'UA en faveur de la promotion de la démocratie sur le continent fera l'objet d'un examen minutieux.

Le gouvernement de transition du Mali prend des mesures pour suspendre les activités politiques

Le 30 avril 2025, le gouvernement intérimaire dirigé par l'armée a interdit tous les partis politiques au Mali, un jour après une conférence nationale organisée par l'État. Un autre résultat de la conférence a été la prolongation du gouvernement de transition dirigé par le général Assimi Goïta pour cinq années supplémentaires. Étant donné que ce régime est en place depuis 2021, le maintien de sa continuité jusqu'en 2030 constituera un recul pour la démocratie dans le pays.

Cette annonce a immédiatement suscité des protestations appelant à la fin de la transition politique et au retour à l'ordre démocratique. Il est à noter que cette vague de protestations est l'une des plus visibles depuis des années. Elle est le reflet des tensions qui pourraient éclater dans le pays si elles ne sont pas correctement gérées. Il est urgent de mener des discussions larges et constructives avec toutes les factions de la société pour déterminer un calendrier rapide de transition vers la démocratie.

Image 8 : Des centaines de Maliens protestent contre le gouvernement militaire de transition en mai 2025



Source : African Perceptions

Le Mali ne peut risquer une flambée de violence, surtout lorsqu'il est déjà confronté à de multiples défis sécuritaires, notamment l'insurrection extrémiste et le conflit touareg.

Le groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) continue de mener des offensives meurtrières ciblant ceux qui occupent des positions militaires. L'approche consistant à s'appuyer sur des solutions militaristes pour résoudre la crise ne semble donc pas efficace. En outre, une stratégie de plus en plus lourde sur le plan militaire risque de faciliter les violations des droits de l'homme, certaines communautés étant vulnérables aux opérations militaires. Cette approche peut radicaliser les gens vers l'extrémisme, poursuivant ainsi le cycle de la violence. En outre, elle trahit la justification avancée par l'armée pour le changement anticonstitutionnel de gouvernement afin de rétablir la paix et la sécurité.

Le dialogue national du Niger

Le gouvernement de transition nigérien, connu sous le nom de Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), a organisé un dialogue national du 15 au 20 février 2025. Le dialogue, intitulé Assises nationales pour la refondation du Niger, a réuni plus de 700 participants pour jeter les bases de la reconstruction du système politique du pays. Les principaux résultats étaient les suivants :

- L'interdiction de tous les partis politiques ;
- La prolongation de la période de transition de cinq ans supplémentaires (qui peut être renouvelée) ;
- L'interdiction de l'établissement de bases militaires étrangères sur le territoire nigérien ;
- La libération des prisonniers politiques et militaires ; et
- L'élévation du chef de la transition, le général Abdourahamane Tiani, au rang militaire le plus élevé de général d'armée.

Ces recommandations ont été présentées dans une charte au général Tiani, qui les a formalisées un mois plus tard, le 26 mars 2025. Libérer des prisonniers politiques, y compris d'anciens responsables gouvernementaux arrêtés lorsque Tiani, alors chef de la garde présidentielle, avait destitué le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum en 2023, est une bonne mesure pour renforcer les droits civils et politiques dans le pays. Cependant, ces avancées sont immédiatement compromises par la décision de dissoudre les partis politiques, qui étouffe le pluralisme politique et sape les aspirations démocratiques.

En outre, prolonger la période de transition jusqu'en 2030 au moins permettrait en apparence de consolider le régime militaire au détriment du progrès démocratique, étant donné que le militarisme aurait été officiellement en place depuis plus de sept ans. De plus, conformément à la tendance observée récemment sur le continent, il est probable que le gouvernement militaire cherche à un moment donné à se transformer en un gouvernement civil.

Image 9 : Le général Abdourahamane Tiani assiste à l'ouverture de l'Assemblée nationale en 2025

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est que depuis le coup d'État militaire qui a arrêté et renversé l'ancien président Bazoum en 2023, les attaques djihadistes se sont multipliées et ont fait encore plus de victimes – bien qu'il s'agisse de l'un des problèmes cités par la junte lors de l'organisation du coup d'État. Le gouvernement précédent avait poursuivi une politique de dialogue inclusif avec les groupes d'opposition ou extrémistes. L'approche fortement militarisée du régime intérimaire face à l'extrémisme violent a sacrifié cette politique. Compte tenu de cela et de la montée du djihadisme, le problème de l'insécurité au Niger risque de persister.



Source : Voix de l'Amérique

Les mécanismes de justice transitionnelle de la Gambie en attente

La Gambie a utilisé une série de processus de justice transitionnelle pour faire face à l'héritage de l'ancien président Yahya Jammeh, qui a dirigé le pays de 1996 à 2017. Son successeur, le président Adama Barrow, a mis en place une commission en 2017 pour enquêter sur la corruption et les malversations financières pendant le règne de Jammeh. L'enquête a révélé que celui-ci s'était approprié plus de 360 millions de dollars US provenant des fonds publics, qu'il avait dépensés sans compter pour acheter des véhicules de luxe, des avions et des biens immobiliers.

Image 10 : Les Gambiens protestant contre le régime de Jammeh à Paris en mars 2016



Source: Francis McKee

Ces avoirs devaient être confisqués au profit de l'État, et les fonds récupérés auraient joué un rôle critique dans le soutien d'autres processus essentiels de justice transitionnelle tels que les réparations et les poursuites. Cependant, des protestations ont éclaté en mai 2025 concernant des allégations de fraude dans le recouvrement de ces avoirs. Selon certaines allégations, les fonctionnaires chargés de ce processus auraient vendu ces biens immobiliers à eux-mêmes, à leurs familles et à leurs amis à un prix bien inférieur à leur valeur marchande.

Le recouvrement intégral des avoirs confisqués est particulièrement pertinent à ce stade, étant donné que la CEDEAO, dont la Gambie est membre, a récemment approuvé la création du Tribunal spécial pour la Gambie. Cela intervient après que la Commission vérité, réconciliation et réparations du pays a recommandé dans son rapport de 2021 que Jammeh et 68 anciens responsables soient poursuivis pour leurs crimes présumés contre l'humanité, torture, exécutions extrajudiciaires et violences sexuelles, entre autres transgressions graves. Le tribunal hybride a été créé pour juger Jammeh et ses complices pour ces violations flagrantes des droits de l'homme commises pendant ses 22 ans de règne.

L'absence de fonds constitue un obstacle à cette mesure, selon le gouvernement gambien. En janvier 2025, le ministre de la Justice Dawda A Jallow a déclaré au Bureau des droits de l'homme des Nations Unies à Genève qu'environ 60 millions de dollars US étaient nécessaires pour financer la cour pendant une période de cinq ans. Avec 16 % du financement obtenu avant qu'il puisse commencer ses opérations, il a appelé la communauté internationale à soutenir la cour avec des fonds. Compte tenu de ce besoin critique de fonds, il est de la plus haute importance que les avoirs confisqués à Jammeh ne soient pas détournés par des fonctionnaires, mais plutôt utilisés pour soutenir les mécanismes de justice transitionnelle et permettre aux victimes de son règne de tourner la page.

La paix fragile du Libéria

Depuis la fin de la deuxième guerre civile au Libéria en 2003, le pays a franchi des jalons notables, notamment la tenue d'élections démocratiques en 2005, en 2011, en 2017 et en 2023. Les dernières élections ont marqué une transition pacifique après que le président Joseph Boakai ait destitué l'ancien président George Weah. Cependant, malgré cela, une réflexion plus approfondie sur la période post-conflit du pays révèle que ces acquis démocratiques reflètent une paix fragile ou « négative » – essentiellement, une absence de conflit violent. Plusieurs tensions sous-jacentes qui pourraient déclencher des conflits doivent encore être résolues efficacement. En particulier, on constate depuis longtemps une incapacité à réintégrer de manière significative les anciens combattants dans leurs communautés.

Image 11 : L'ancien président George Weah (à gauche) et le président Joseph Boakai (à droite)



Source : *Peoples Gazette*

Il reste une grande masse d'ex-combattants inactifs qui risquent d'être recrutés dans un autre conflit armé ou encouragés à participer à des activités déstabilisatrices. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la corruption est de plus en plus répandue dans le pays. Le dernier indice de perception de la corruption de *Transparency International* attribue au Libéria un score de 27 sur une échelle de 100, le plaçant au 135^e rang sur 180 pays. Les anciens rebelles inactifs pourraient se sentir marginalisés et être choqués par le détournement flagrant de fonds publics par des fonctionnaires de l'État. Cela peut alimenter les tensions et provoquer des troubles politiques et l'instabilité dans le pays.

Il convient de noter que l'article XVI de l'Accord de paix global d'Accra, signé en 2003 pour mettre fin à la guerre civile, exigeait la création d'une Commission de réforme de la gouvernance. Cette commission avait pour mandat d'assurer la transparence et la responsabilisation dans la gouvernance de toutes les institutions publiques. Cela souligne le lien de causalité entre la corruption et les conflits violents. Ces sentiments ont également été repris par la Commission libérienne de vérité et de réconciliation.

Image 12 : Un enfant soldat du groupe rebelle Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) au fleuve Pô en 2004



Source : *Southern European Task Force* au Libéria

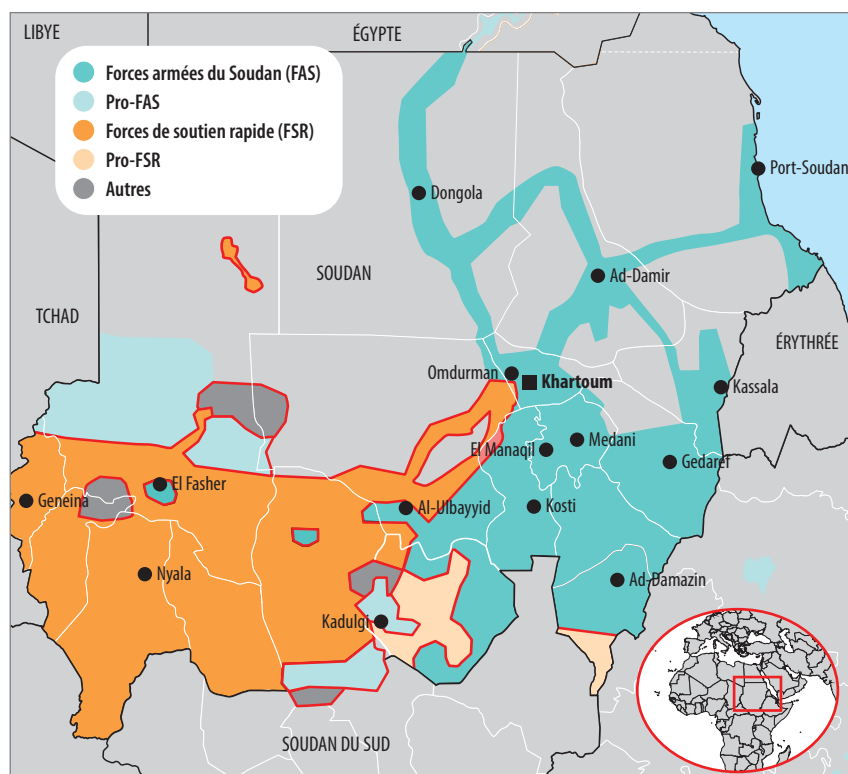
En avril 2024, le parlement a voté en faveur de la proposition du président Boakai de créer une cour des crimes de guerre et des crimes économiques afin de poursuivre les auteurs de graves abus commis pendant la guerre civile. Le décret subséquent a été signé le 2 mai 2024 et a expiré le 1er mai 2025. En janvier 2025, aucune mesure n'avait encore été prise pour assurer la création de la cour. Cela signifie que de nombreuses victimes de la guerre n'ont pas encore reçu justice. Cela confirme la prévalence d'une paix négative dans le pays. Le décret portant création de la cour devrait être renouvelé, des ressources mises de côté et des mesures prises pour assurer son bon fonctionnement.

3. AFRIQUE DE L'EST

L'aggravation de la crise humanitaire au Soudan

La transition au Soudan a été turbulente. Le pays était sur le point de se transformer en démocratie après la révolution qui a renversé le président Omar el-Béchir en 2019. Le gouvernement de transition qui a suivi n'a pas tenu sa promesse et l'ordre constitutionnel n'a pas été rétabli depuis lors.

Image 13 : Une carte du Soudan divisée selon les deux factions militaires



Source : Projet de l'AEI sur les menaces critiques, 11 avril 2025

Le Soudan était encore ébranlé par les violations généralisées des droits de l'homme commises sous le régime précédent, qui n'avaient pas encore été réglées lorsque le conflit armé a éclaté le 15 avril 2023 entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR). Depuis lors, les combats ont dégénéré en la pire crise humanitaire au monde. Environ 13 millions de personnes ont été déplacées, dont 4 millions vers les pays voisins. Alors que la guerre entre dans sa troisième année, 30,4 millions de personnes, soit plus des deux tiers de la population du pays, ont besoin d'aide alimentaire, de soins médicaux et d'autres formes d'aide humanitaire.

Les perspectives d'une transition politique soutenue par l'ONU vers un ordre démocratique, qui semblaient possibles avant le déclenchement de la guerre en 2023, donnent aujourd'hui l'impression d'être hors de portée. L'insécurité fait rage, le Secrétaire général de l'ONU qualifiant la situation dans le pays de catastrophe « d'une ampleur et d'une brutalité stupéfiantes ». Selon l'indice

des États fragiles de 2024, le Soudan est le deuxième pays le plus fragile au monde. Le conflit risque également de déborder au-delà de la frontière et à travers la région, ce qui en fait une priorité dans les agendas de l’UA et de l’Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

Le 19 mai 2025, le général Abdel Fattah al-Burhan, chef de l’armée et chef des Forces armées soudanaises, a nommé Kamil Idris premier ministre civil – le premier depuis 2021. On ignore encore quel sera son pouvoir ou son influence, alors que les deux factions militaires rivales continuent de s’affronter.

Image 14 : Les états les plus fragiles du monde en 2024

PAYS	RANG	TOTAL
Somalie	1 ^{er}	111,3
Soudan	2 ^e	109,3
Soudan du Sud	3 ^e	109,0
Syrie	4 ^e	108,1
République démocratique du Congo	5 ^e	106,7
Yémen	6 ^e	106,6
Afghanistan	7 ^e	103,9
République centrafricaine	7 ^e	103,9
Haïti	9 ^e	103,5
Tchad	10 ^e	102,7
Myanmar	11 ^e	100,0
Éthiopie	12 ^e	98,1
Palestine	13 ^e	97,8

Source : Indice des États fragiles de 2024

Les tensions politiques croissantes au Soudan du Sud

Dans ce qui peut être qualifié de processus de justice transitionnelle, le Soudan du Sud – le pays le plus récent du monde – s’est récemment penché sur les séquelles de la guerre civile sanglante, qui s’est étendue à travers les années 2010. Une des principales causes des tensions qui ont conduit à la guerre était la relation fragile entre le président Salva Kiir Mayardit et le premier vice-président du pays, Riek Machar, au sein du gouvernement de transition. Un accord de paix en 2018 a mis fin aux hostilités. Toutefois, les événements survenus récemment en 2025 indiquent que ce clivage continue de menacer la paix et la stabilité dans le pays et risque de faire dérailler les processus de justice transitionnelle en cours.

Le 26 mars 2025, les forces de sécurité dirigées par le ministre de la Défense et le chef de la sécurité nationale du Soudan du Sud ont arrêté le vice-président Machar, conformément à l’ordre donné par le président Salva Kiir. Le gouvernement affirme que cela a été fait pour prévenir les attaques contre les infrastructures gouvernementales et sauvegarder l’Accord revitalisé de 2018 sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (*R-ARCSS*). Étant donné qu’une tournure similaire des événements a déclenché la guerre civile dans les années 2010, il est alarmant que les tensions puissent à nouveau dégénérer en violence.

En tant que garant du R-ARCSS, le CPS de l'UA doit alors s'engager rapidement en tandem avec l'IGAD pour désamorcer cette situation fragile. Étant donné le classement du Soudan du Sud comme le 3^e État le plus fragile du monde en 2024, les moindres tensions pourraient rapidement se transformer en violence à grande échelle et meurtrière. Cela est d'autant plus préoccupant que le Soudan voisin est en proie à une guerre civile prolongée qui pourrait s'étendre au pays.

Les opérations prolongées de soutien de la paix de l'UA en Somalie

Le 1^{er} janvier 2025, le CPS de l'UA a remplacé la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) 2022–2024 par la nouvelle Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM). La résolution 2767 du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2024 a entériné cette décision. L'AUSSOM a une composante militaire, policière et civile qui supervisera et coordonnera les initiatives de stabilisation et de renforcement de l'État. Avant ces deux missions, il y a eu la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), qui a duré de 2007 à 2022.

Au niveau des Nations Unies, il existe la Mission des Nations Unies pour l'assistance à la transition en Somalie (UNTMIS). Créée en novembre 2024, la mission UNTMIS devrait mettre fin à son mandat le 31 octobre 2026 et achever la première phase de celui-ci d'ici le 31 octobre 2025. Cette mission consiste notamment à fournir un appui technique dans les domaines de la révision constitutionnelle, des opérations électorales, de la sécurité, de l'état de droit et de la justice, ainsi que de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Quelle que soit leur dénomination, la principale directive de ces deux missions, à savoir l'AUSSOM et l'UNTMIS, consiste à consolider les acquis en matière de paix et de sécurité en Somalie, dans le but de mettre en place un cadre de sécurité somalien pleinement opérationnel. La principale menace pour la sécurité est posée par le groupe terroriste al-Chabab. De plus, la Somalie est actuellement en tête de la liste de l'indice des États fragiles pour 2024 comme étant la nation la plus fragile du monde.

Les réformes des opérations de l'UA et de l'ONU dans le pays soulignent la nécessité de recalibrer la stratégie d'engagement en Somalie. Cela tient compte du fait que le pays a connu le plus long engagement en matière de sécurité sur le continent. De plus, les opérations militaires sont coûteuses et non viables.

Image 15 : La Division des opérations de soutien à la paix de la Commission de l'Union africaine, le gouvernement fédéral de Somalie et les représentants des pays contributeurs de troupes et de forces de police à l'AUSSOM, le 26 mars 2025



Source : AUSSOM

Ce qui est préoccupant, c'est que ces missions continuent à privilégier les approches axées sur la sécurité pour faire face à la menace croissante que représentent Al-Chabab et l'État islamique en Somalie. Le Plan somalien de développement du secteur de la sécurité visant à lutter contre le radicalisme n'a pas encore été effectivement mis en œuvre. Les parties prenantes sont encouragées à adopter une approche complémentaire de justice transitionnelle pour relever ce défi sécuritaire.

Il est également important de noter qu'il existe encore des zones non gouvernées dans le pays. Cela complique encore davantage la dynamique du défi de la sécurité. Une approche plausible consisterait à utiliser des outils de justice transitionnelle tels que des dialogues communautaires avec toutes les factions de la société, même avec des militants modérés, afin de comprendre les causes profondes des griefs. En outre, les autorités traditionnelles doivent être reconnues et avoir la possibilité de servir d'agents de l'État dans les zones non gouvernées. Cette approche permettrait d'introduire des mesures traditionnelles de règlement des différends tout en favorisant la réconciliation, comblant ainsi le vide actuellement occupé par les djihadistes.

4. AFRIQUE AUSTRALE

Les signes précurseurs de troubles politiques à Madagascar

L'histoire politique récente a vu des niveaux considérables de turbulences à Madagascar. Le pays a été marqué par des crises politiques récurrentes : 1971–1972, 1990–1991 et 2001–2002, aboutissant à un changement anticonstitutionnel très particulier de gouvernement en 2009 qui a révélé des fractures profondes dans la société. Parmi les conséquences de la crise la plus récente, on peut citer la mort de plusieurs manifestants, la violence prolongée et la méfiance envers les institutions étatiques.

Depuis lors, Madagascar a organisé deux élections présidentielles, dans un contexte marqué par des inquiétudes liées à des fraudes et à des irrégularités. Cependant, le passé récent du pays souligne la nécessité d'une surveillance rapide pour l'alerte précoce de tout événement potentiel qui pourrait déclencher à nouveau le cycle d'instabilité.

Image 16 : Manifestations dans la capitale Antananarivo, pendant la crise politique de 2009



Source : Fanalana_azy

Lors des dernières élections présidentielles de 2023, les dix partis d'opposition regroupés au sein du Collectif des candidats ont décidé de boycotter le scrutin, en insistant que les élections soient reportées, car elles risquaient de plonger le pays dans un conflit. Cette élection a enregistré le taux de participation le plus faible de l'histoire du pays. En outre, des sécheresses et des cyclones récurrents ont frappés les régions australes du pays, les plongeant dans la famine et créant de graves pénuries alimentaires.

Cela est particulièrement préoccupant pour un pays qui a une longue histoire d'instabilité politique et où plus de 75 % des 28 millions d'habitants du pays vivent en dessous du seuil de pauvreté. En effet, la baisse de confiance dans

les institutions étatiques et les conditions économiques difficiles devraient servir d'alerte précoce pour une future flambée de violence et soulignent la nécessité de prendre des mesures proactives pour promouvoir une gouvernance inclusive, la transparence électorale et l'engagement régional en faveur d'une paix durable.

Les violences post-électorales au Mozambique

Outre l'insurrection djihadiste qui sévit dans le pays, les violences postélectorales ont compliqué la situation sécuritaire au Mozambique. Le 9 octobre 2024, les Mozambicains se sont rendus aux urnes en vue de voter pour un président. Les semaines qui ont suivi ont été marquées par de nombreuses manifestations après que Daniel Chapo, du parti au pouvoir, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), a été déclaré vainqueur dans un contexte d'allégations de fraude et d'autres pratiques électorales abusives. Ces manifestations se sont poursuivies jusqu'en 2025 et ont été réprimées avec sévérité par le gouvernement.

Entre octobre 2024 et janvier 2025, 4 000 personnes ont été arrêtées et détenues, 315 tuées et plus de 3 000 blessées dans le cadre des manifestations. Celles-ci visaient principalement à soutenir le principal candidat de l'opposition, Venâncio Mondlane. La répression des manifestations s'est poursuivie jusqu'en mars. En février 2025, le président Chapo a été critiqué pour avoir promis de « faire couler le sang » afin de réprimer les manifestations pro-démocratiques contre son régime, comparant ces manifestations au terrorisme. De telles déclarations ne sont susceptibles d'alimenter que plus de tensions compte tenu du paysage politique déjà instable, poussant le pays au seuil du conflit.

Image 17 : Venâncio Mondlane (à gauche) et le président Daniel Chapo (à droite) réunis au Bureau de la Présidence le 20 mai 2025



Source : Présidence mozambicaine

Dans le but de rétablir la stabilité politique, le président Chapo et Mondlane se sont rencontrés le 23 mars 2025 dans la capitale Maputo. Tous deux ont souligné la nécessité de remédier aux tensions sous-jacentes qui ont provoqué les violences électorales et de répondre au besoin d'une assistance de l'État en termes de soutien médical et psychosocial aux victimes de brutalités policières. Le lendemain, Chapo a publiquement appelé au pardon mutuel et à la réconciliation nationale, appelant à l'unité afin de « travailler pour la paix et la sécurité ». Les deux se sont de nouveau rencontrés le 20 mai 2025.

Chapo a réitéré l'engagement politique en faveur d'un Dialogue national inclusif, signé le 5 mars. Cette loi a été adoptée à l'unanimité par le parlement et vise à réviser la constitution du pays et les pouvoirs présidentiels, ainsi qu'à accorder des grâces aux personnes reconnues coupables de troubles à la suite de l'élection. Cela montre des mesures crédibles prises par les institutions de l'État pour s'engager dans la réconciliation et les réformes institutionnelles, qui favoriseront une paix durable. Cependant, ces objectifs doivent être concrétisés par des dates et des échéances précises, pour montrer qu'ils ne sont pas que des simples déclarations politiques.

5. AFRIQUE DU NORD

La crise politique prolongée de la Libye

La Libye est aux prises avec l'instabilité politique et l'insécurité depuis 14 ans. L'Accord de cessez-le-feu complet et définitif en Libye de 2020 montre que le pays n'a pas réussi à rétablir la paix et la sécurité. Le pays continue d'être le théâtre de fréquentes flambées de violence. En avril 2025, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG), Hanna S. Tetteh, s'est adressée au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Libye et a affirmé que la « crise politique du pays persiste en raison de la concurrence pour les ressources économiques ».

Image 18 : Allocution de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Hanna S. Tetteh, devant le Conseil de sécurité, sur la situation en Libye, le 17 avril 2025



Source : Mission d'appui des Nations Unies en Libye

Tetteh a également souligné une escalade de la course aux armements parmi les différentes factions militarisées qui luttent pour le contrôle territorial dans le but d'exploiter les richesses pétrolières du pays. Le vide créé par l'absence d'institutions étatiques fortes est comblé par des acteurs armés qui commettent des violences en toute impunité, les femmes étant particulièrement vulnérables en raison de l'absence de protection sociale. Il existe un consensus public sur la nécessité d'un dialogue politique inclusif pour revenir à l'ordre démocratique, mais la Représentante spéciale du Secrétaire général a noté des opinions divergentes, dont certaines appellent à un gouvernement unifié, prolongeant ainsi la période de transition qui a déjà 14 ans.

D'autres soutiennent que le gouvernement de transition n'a pas réussi à relever les défis fondamentaux du pays. Cette dernière position semble être la réalité. Elle est également justifiée par les nombreuses vagues de violence qui continuent d'éclater dans le pays. Les plus récentes sont les affrontements de mai 2025 dans la capitale Tripoli, qui ont eu lieu après l'assassinat du commandant de l'Appareil de soutien à la stabilité, Abdel Ghani al-Kikli, et les tentatives du Gouvernement d'unité nationale de démanteler la Force spéciale de dissuasion.

Ces violences ont laissé une partie de la ville en ruines, coûté la vie à des civils et entaché la situation sécuritaire déjà détériorée dans le pays. Cela sapera considérablement la confiance des citoyens dans le gouvernement de transition et ses institutions, et met également en lumière les difficultés rencontrées pour faire respecter la redevabilité des factions qui prennent pour cible des civils. Les événements montrent comment les milices qui ne sont pas liées par un gouvernement unifié ou des réformes efficaces de la sécurité, exploitent l'impasse créée par cette transition fragile pour agir en toute impunité.

En outre, plus la transition est retardée, plus les défaillances de gouvernance sont enracinées, ce qui conduit à un système politique plus divisé. Les parties prenantes libyennes et les partenaires internationaux devraient élaborer un plan et un calendrier concrets pour mettre fin à la transition politique. Cela offrira un meilleur cadre à partir duquel les processus de justice transitionnelle pourront être mis en œuvre avec efficacité.

6. UNION AFRICAINE : TRANSITION DE LEADERSHIP

Le présent bulletin se termine par les récentes élections de février 2025 à la Commission de l'Union africaine. S.E. Mahmoud Ali Youssouf, de Djibouti, a été élu pour un mandat de quatre ans en vue de succéder à S.E. Moussa Faki, du Tchad, qui avait achevé son dernier mandat. Le nouveau Président et les autres hauts membres nouvellement élus de la Commission ont pris leurs fonctions le 13 mars 2025. Cette transition intervient à un moment critique où l'Afrique est confrontée à des défis multiformes qui ont des implications importantes pour la paix, la sécurité et la consolidation démocratique.

Image 19 : La nouvelle équipe dirigeante de la Commission de l'Union africaine 2025



Source : Union africaine

Lors d'une conférence de presse tenue le 10 mai 2025, le Président nouvellement élu a présenté six priorités stratégiques qui définiront son mandat et l'approche de l'UA pour relever les défis continentaux⁵ :

- renforcer les mécanismes de prévention des conflits, améliorer les systèmes d'alerte rapide et lutter contre le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement ;
- introduire des obligations de la diaspora africaine approuvées par l'UA, une proposition de prélèvement continental sur le commerce électronique, et établir un fonds souverain de l'UA ;

5 Union africaine, « AUC Chairperson Sets Forth Transformative Vision for Africa at High-Level Media Briefing » (Le Président de la CUA présente sa vision transformatrice pour l'Afrique lors d'une conférence de presse de haut niveau avec les médias) mai 2025, disponible à l'adresse <https://au.int/en/pressreleases/20250512/auc-chairperson-sets-forth-transformative-vision-africa-media-briefing#:~:text=Strengthening%20Strategic%20Partnerships:%20Looking%20ahead,For%20media%20inquiries%2C%20please%20contact:>

- défendre les réformes de l'architecture financière mondiale et plaider en faveur des investissements dans les infrastructures selon le cadre du G20 ;
- accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour accroître le commerce intra-africain de plus de 50 % et créer des millions d'emplois ;
- mettre en œuvre la Loi type sur les start-up de l'UA et le lancement d'une stratégie continentale en matière d'intelligence artificielle pour l'autonomisation des jeunes et la transformation numérique ; et
- approfondir la coopération avec les BRICS, les partenaires arabes et l'UE en matière de paix, de migration et de gouvernance multilatérale.

Un test immédiat de la détermination et du leadership de la nouvelle Commission de l'UA est la façon dont elle gère les transitions de gouvernance en cours sur le continent et forge un consensus entre les États membres pour faire face aux défis pressants en matière de développement et aux déficits de gouvernance dans la région.

LISTE DE RÉFÉRENCES

- Aboagye FB (2025) *The withdrawal of AES from ECOWAS: An opportunity for re-evaluating existing instruments for regional integration?* Amani Africa Ideas Indaba, 31 janvier 2025. Disponible à l'adresse <https://amaniafrica-et.org/the-withdrawal-of-aes-from-ecowas-an-opportunity-for-re-evaluating-existing-instruments-for-regional-integration/>
- African Perceptions (2025) *Mali: Massive protests erupt against military rule and party dissolution*. 4 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://africanperceptions.org/en/2025/05/mali-massive-protests-erupt-against-military-rule-and-party-dissolution/>
- African Union (AU) (2025) *AUC chairperson sets forth transformative vision for Africa at high-level media briefing*. 12 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://au.int/en/pressreleases/20250512/auc-chairperson-sets-forth-transformative-vision-africa-media-briefing>
- AU (2025) *New senior leadership of the African Union Commission assumes office*. 13 mars 2025. Disponible à l'adresse <https://au.int/en/pressreleases/20250313/new-senior-leadership-african-union-commission-assumes-office>
- Al Jazeera (2025) *Gabon military leader Brice Oligui Nguema wins presidential election*. 13 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://www.aljazeera.com/news/2025/4/13/gabon-military-leader-brice-oligui-nguema-wins-presidential-election>
- Allegrozzi I (2025) *Mali's return to democracy suffers new blow*. Human Rights Watch, 5 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://www.hrw.org/news/2025/05/05/malis-return-democracy-suffers-new-blow>
- Amani Africa (2025) *Insights on the Peace and Security Council (PSC): Review of the political transition in the Gabonese republic*. 29 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://amaniafrica-et.org/review-of-the-political-transition-in-the-gabonese-republic/>
- Bradshaw S. et al. (2021) *Industrialized disinformation: 2020 global inventory of organized social media manipulation*. Oxford Internet Institute Computational Propaganda Research Project document de travail 2021.1. Disponible à l'adresse <https://demtech.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/12/2021/01/CyberTroop-Report-2020-v.2.pdf>
- Birru JG & Serwat I (2025) *Africa overview: Mai 2025*. Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), 9 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://acleddata.com/update/africa-overview-may-2025>
- CIVICUS (2024) *Violations during tense electoral period; HRDs and whistleblowers continue to be intimidated, arrested and prosecuted*. 27 septembre 2024. Disponible à l'adresse <https://monitor.civicus.org/explore/violations-during-tense-electoral-period-hrds-and-whistleblowers-continue-to-be-intimidated-arrested-and-prosecuted/>
- Club of Mozambique (2025) *Mozambique: President of the republic meets with Venâncio Mondlane to strengthen political dialogue and peace – presidency*. 21 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://clubofmozambique.com/news/mozambique-president-of-the-republic-meets-with-venancio-mondlane-to-strengthen-political-dialogue-and-peace-presidency-282788/>
- Connolly I (2013) *The troubled Road to Peace: Reflections on the complexities of resolving the political impasse in Madagascar*. The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), Policy & Practice Brief 021 (Note d'information sur les politiques et les pratiques 021)
- Defence Web (2025) *Another Libyan ceasefire after Tripoli violence*. 21 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://www.defenceweb.co.za/african-news/another-libyan-ceasefire-after-tripoli-violence/>

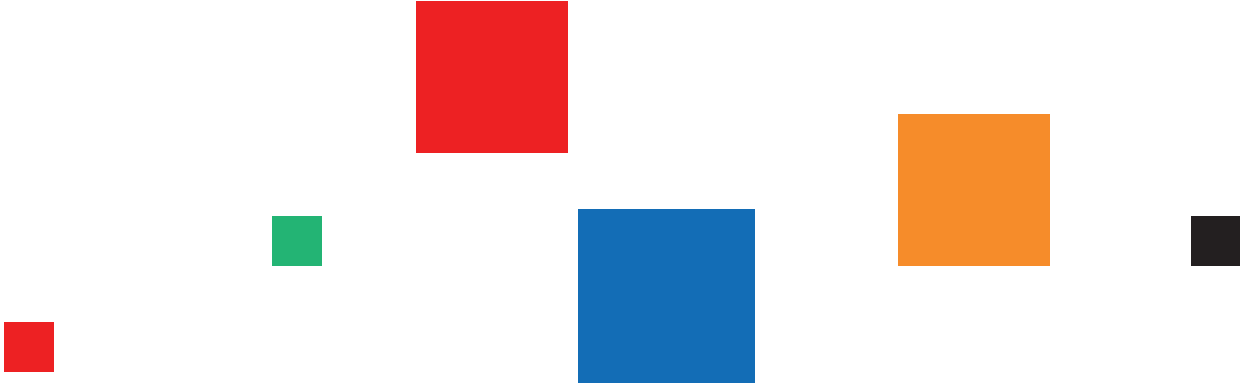
- Fauvet P (2025) *Chapo and Mondlane hold second meeting*. Agência de Informação de Moçambique (AIM News), 21 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://aimnews.org/2025/05/21/chapo-and-mondlane-hold-second-meeting/>
- Human Rights Watch (2025) *Liberia: Renew mandate to establish war crimes court*. 28 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://www.hrw.org/news/2025/04/28/liberia-renew-mandate-establish-war-crimes-court>
- Issufo N (2025) *Solução à "El Chapo" para os protestos: «Jorrar sangue» ?*
- Deutsche Welle (DW), 24 mars 2025. Disponible à l'adresse <https://www.dw.com/pt-002/solu%C3%A7%C3%A3o-%C3%A0-el-chapo-para-protestos-derramamento-de-sangue/a-71746894>
- Jamal J (2025) *Mozambique's parliament passes law on national dialogue to restore peace*. Agence Anadolu, 2 avril 2024. Disponible à l'adresse <https://www.aa.com.tr/en/africa/mozambiques-parliament-passes-law-on-national-dialogue-to-restore-peace/3526545>
- John A (2025) *27 people arrested in a protest in Gambia over the sale of a former dictator's assets*. Associated Press, 10 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://apnews.com/article/gambia-protest-jammeh-de25c0b03eca2cf74283b0c1048b7185>
- Lennon C (2025) *Sudan, 'the most devastating humanitarian and displacement crisis in the world'*. United Nations: UN News, 14 février 2025. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2025/02/1160161>
- Massango A (2025) *Chapo calls for national reconciliation for sustainable development*. Agência de Informação de Moçambique (AIM News), 25 mars 2025. Disponible à l'adresse <https://aimnews.org/2025/03/25/chapo-calls-for-national-reconciliation-for-sustainable-development/>
- Mishra V (2025) *Libya's fragile peace tested again as new clashes roil Tripoli*. United Nations: UN News, 15 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2025/05/1163286>
- Mishra V (2025) *Libya's fragile transition plagued by deepening economic and political divides*. United Nations: UN News, 17 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2025/04/1162376>
- Mwakideu C (2025) *Gabon 2025 election: 5 things you need to know*. Deutsche Welle (DW), 4 octobre 2025. Disponible à l'adresse <https://www.dw.com/en/gabon-2025-election-5-things-you-need-to-know/a-72202572>
- Négoce N & Booty N (2025) *Guinea's coup leader enters presidential race*. BBC, 4 novembre 2025. Disponible à l'adresse <https://www.bbc.com/news/articles/cly10e87d080>
- Okello M et al. (2025) *Rapport du conseil de paix et de sécurité*. Institute for Security Studies 17. Disponible à l'adresse <https://issafrica.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1744187487477-PSC-Report-177.pdf>
- Okello M et al. (2025) *The window to salvage South Sudan's peace process is closing fast*. Institute for Security Studies (ISS) ISS Today, 29 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://issafrica.org/iss-today/the-window-to-salvage-south-sudan-s-peace-process-is-closing-fast>
- Parens R (2025) *Burkina Faso Burkina Faso: The world's disinformation lab is an international security disaster*. Foreign Policy Research Institute, 25 June 2025. Disponible à l'adresse <https://www.fpri.org/article/2025/06/burkina-faso-the-worlds-disinformation-lab-is-an-international-security-disaster/>
- Resnick D (2023) *Back to the brink? Madagascar's polarizing presidential elections*. The Brookings institution, 13 novembre 2023. Disponible à l'adresse <https://www.brookings.edu/articles/back-to-the-brink-madagascars-polarizing-presidential-elections/>

- Reuters (2025) *Democratic Republic of Congo: What's happening and why are M23 rebels fighting?* 14 janvier 2025. Disponible à l'adresse <https://www.reuters.com/world/africa/what-is-happening-congo-why-are-m23-rebels-fighting-2025-01-29/>
- Reuters (2025) *Sudan army chief appoints former UN official Idris as prime minister.* 19 mai 2025. Disponible à l'adresse <https://www.reuters.com/world/africa/sudan-army-chief-burhan-appoints-former-un-official-kamil-idris-prime-minister-2025-05-19/>
- Sankanu M (2025) *Gambia: A special court in search of funds.* *Justice Info*, 18 mars 2025. Disponible à l'adresse <https://www.justiceinfo.net/en/142938-gambia-special-court-search-funds.html>
- Savage R (2025) *Sudan in 'world's largest humanitarian crisis' after two years of civil war.* *The Guardian*, 15 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://www.theguardian.com/world/2025/apr/15/sudan-in-worlds-largest-humanitarian-crisis-after-two-years-of-civil-war>
- Sefa-Nyarko C (2016) *Civil war in South Sudan: Is it a reflection of historical secessionist and natural resource wars in "Greater Sudan"?* *African Security* 9(3): 190
- Siegle J & Wahila H (2025) *Gabon : La junte emprunte une voie toute faite pour consolider son pouvoir.* *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 13 janvier 2025. Disponible à l'adresse <https://africacenter.org/fr/spotlight/elections-2025/gabon/>
- Siegle J & Wahila H (2025) *Guinée : Malgré les manifestations, la junte militaire se positionne pour se maintenir au pouvoir.* *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 13 janvier 2025. Disponible à l'adresse <https://africacenter.org/fr/spotlight/elections-2025/guinea/>
- The Fund for Peace* (2024) *Fragile States Index 2024.* Disponible à l'adresse <https://fragilestatesindex.org/global-data/>
- Transparency International* (2024) *Corruption Perception Index 2024.* Disponible à l'adresse <https://www.transparency.org/en/cpi/2024>
- United Nations (UN)* (2024) *Unanimously adopting Resolution 2753 (2024), Security Council transfers mandate to United Nations Transitional Assistance Mission in Somalia.* Couverture des réunions et communiqués de presse SC/15872 30 octobre 2024. Disponible à l'adresse <https://press.un.org/en/2024/sc15872.doc.htm>
- United Nations* (2025) *Strongly condemning killing of Tunisian peacekeeper in Central African Republic, secretary-general urges authorities to spare no effort to identify perpetrators.* Couverture des réunions et communiqués de presse SG/SM/22552 12 février 2025. Disponible à l'adresse <https://press.un.org/en/2025/sgsm22552.doc.htm>
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA)* (2025) *Democratic Republic of the Congo.* Disponible à l'adresse <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo>
- United Nations Support Mission in Libya (UNSMIL)* (2025) *Special Representative of the Secretary-General Hanna S. Tetteh in-person remarks to the Security Council on the situation in Libya as delivered.* 17 avril 2025. Disponible à l'adresse <https://unsmil.unmissions.org/special-representative-secretary-general-hanna-s-tetteh-person-remarks-security-council-situation>
- United Nations Transitional Assistance Mission in Somalia (UNTMIS)* (2025) *Mandate.* Disponible à l'adresse <https://untmis.unmissions.org/en/mandate-23>
- U.S. Department of State* (2025) *Peace agreement between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Rwanda.* 27 juin 2025. Disponible à l'adresse <https://www.state.gov/peace-agreement-between-the-democratic-republic-of-the-congo-and-the-republic-of-rwanda>

REMERCIEMENTS

Le Centre pour l'étude de la violence et de la réconciliation remercie le professeur Khabele Matlosa et Annah Moyo pour leur examen rigoureux par les pairs de cette première édition. Leurs idées et leurs commentaires ont renforcé à la fois la qualité et la profondeur de cette analyse.

Une fois de plus, nous devons une reconnaissance particulière au Professeur Matlosa, à Annah Moyo et à Mary Izobo, dont la vision a traduit en réalité le concept d'Observatoire des transitions africaines. Leurs conseils et leur engagement ont été essentiels pour façonner cette initiative.



À PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DES TRANSITIONS AFRICAINES



Cet outil offre une méthode systématique pour surveiller et analyser l'apparition, l'évolution et la récurrence des conflits, en identifiant leurs principaux facteurs, acteurs et tendances au fil du temps. Il cherche également à cartographier et à classer les pays en fonction de leurs phases de conflit et de transition – que ce soit en phase de conflit actif, de relèvement post-conflit ou de transition – afin de s'assurer que les interventions soient adaptées aux réalités sur le terrain. Ce faisant, l'Observatoire aidera les parties prenantes à mieux comprendre où en sont les pays dans leur transition vers la paix et comment ils progressent (ou régressent) dans cette phase.

Au-delà de la simple documentation des événements dans les pays prioritaires en matière de reconstruction et de développement post-conflit (RDPC), l'Observatoire des transitions africaines servira d'outil d'analyse et de prévision, fournissant des informations sur les risques émergents, les facteurs de résilience et les voies de transition. Il fournira aux décideurs politiques, aux organisations de la société civile et aux chercheurs une base factuelle leur permettant d'anticiper les crises potentielles, de détecter les signes avant-coureurs et d'élaborer des réponses politiques proactives et adaptées au contexte. Ce faisant, l'Observatoire vise à renforcer la capacité collective du continent à prévenir la reprise des conflits, à soutenir la consolidation de la paix et à favoriser des transitions durables vers une gouvernance inclusive et la stabilité.

À PROPOS DU CSVR

Le Centre pour l'étude de la violence et de la réconciliation (CSVr) est une organisation non gouvernementale indépendante créée en Afrique du Sud en 1989. Nous sommes un institut multidisciplinaire qui cherche à comprendre et à prévenir la violence, à en guérir les effets et à instaurer une paix durable aux niveaux communautaire, national et régional. Grâce à nos travaux de recherche, de plaidoyer et de soutien psychosocial, et en collaboration avec les communautés touchées par la violence, nous cherchons à renforcer la redevabilité de l'État, à promouvoir l'égalité des sexes et à renforcer la cohésion sociale, l'intégration et la citoyenneté active.

© 2025 Centre for the Study of Violence and Reconciliation

